

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Du-Rififi-au-sommet-de-L-Europe>

Du Rififi au sommet de « L'Europe » ?

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : jeudi 9 janvier 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A en croire certaines fuites, il y aurait eu du rififi au dernier Conseil européen des Chefs d'Etat et de gouvernement, le 19 décembre dernier ! En cause, un projet-phare de Madame Merkel , mal accueilli par ses pairs à cinq mois des élections européennes,...et dont l'adoption définitive a finalement été reportée à l'automne ! Le seul écho officiel de ces débats exceptionnellement vifs fut, en France, une interview du Président du Conseil européen, Herman van Rompuy [1]. Mais il y a fort à parier que seule une poignée d'experts aura compris de quoi il retournait en lisant sous sa plume qu' « avec l'idée de partenariats économiques pour la croissance, l'emploi et la compétitivité, nous mettons en place un outil supplémentaire à la disposition des gouvernements nationaux pour assumer leurs responsabilités européennes dans un esprit de solidarité. »(!) Cette effroyable langue de bois avait, en l'occurrence, une fonction précise:acter publiquement un projet politique d'envergure (ainsi, l'on ne pourra pas reprocher aux dirigeants européens d'avoir caché leurs intentions), mais le faire de telle manière que personne n'en mesure la portée avant le scrutin européen du 25 mai prochain. Explications.

Depuis quelques temps déjà,la Chancelière insiste sur l'idée qu'il est temps de faire franchir à la zone euro une nouvelle étape dans le sens de « l'intégration », autrement dit de la centralisation des pouvoirs, quitte à devoir modifier les traités. Arracher par tous les moyens les « réformes » attendues par les marchés financiers constitue, selon elle, le seul moyen de parer au risque d'éclatement de l'Union monétaire.

Bien des pressions s'exercent en ce sens en Allemagne. La dernière en date émane d'un groupe de personnalités de renom [2]. Celles-ci estiment « inévitable que les citoyens endossent le fardeau des crises et doivent accepter de douloureuses réformes », mais s'inquiètent dans le même temps des « dommages collatéraux » de ces mesures dans les pays en crise , dont "le spectre politique se radicalise". Elles préconisent donc un donnant-donnant : les Etats en grande difficulté conjoncturelle pourraient bénéficier d'une aide financière, par exemple sous la forme d'une « assurance chômage commune ». Celle-ci devrait être « utilisée pour aborder des réformes du monde du travail depuis longtemps retardées. »

C'est une idée de ce type que Madame Merkel tenta de faire adopter par le Conseil européen à la veille de Noël. Dans sa bouche, cela devient : la signature entre chaque gouvernement et la Commission européenne de contrats contraignants prévoyant un calendrier des fameuses « réformes » en échange d'éventuelles compensations financières.

Et -ô surprise- la « toute puissante » Chancelière essuya tout d'abord un refus général, même de la part de ses plus proches alliés comme le Président du Conseil espagnol, le très réactionnaire Rajoy ! En cause : la démocratie ? Le social ? La solidarité ? On pourrait le penser en entendant -signe des temps- tout cet aréopage libéral et docile évoquer subitement qui « la souveraineté », qui « la légitimité », qui des « lignes rouges » ! Pourtant, quand,face au courroux de la dame de fer, le Président français propose une synthèse toute « hollandaise » , tout le monde se serait rallié à sa « solution » : s'entendre de suite sur « les principes » et reporter l'accord « sur les détails »...après les élections européennes ! Banco ! La décision finale sera prise en octobre...Il nous reste 136 jours pour convaincre de l'utilité d'un fort vote pour les listes du Parti de la Gauche européenne le 25 mai prochain !

[Francis Wurtz](#). Paris, 9 janvier 2014.

[1] « Les Echos » (23/12/2013) -
« Le Monde » (22/12/2013)

[2] « Groupe de Glienicke » : voir Fondation « Notre Europe » .